



Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile

Consultation publique du 23 avril au 24 mai 2010

Avec la présente consultation publique, l'ARCEP engage le 3^{ème} cycle d'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile pour une nouvelle période de trois années, du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013.

Il s'agit à maints égards d'une période « charnière » pour les opérateurs mobiles, qui se caractérise par le développement très rapide des usages de type « data » (més, internet, TV,...), l'équipement en terminaux intelligents, la croissance continue des opérateurs « virtuels » qui animent le marché de détail et, enfin, l'arrivée d'un quatrième opérateur de réseau.

Lors de ses précédentes contributions, SFR a présenté de manière constante son point de vue argumenté sur le choix de l'ARCEP, avalisé a posteriori par la Commission européenne, « d'écrouler » les tarifs de terminaison d'appel.

SFR maintient qu'elle a des doutes sérieux sur l'intérêt d'un tel choix qui comporte beaucoup plus d'inconvénients réels que d'avantages supposés.

De manière pragmatique, et compte-tenu des évolutions en Europe, SFR ne souhaite cependant pas revenir sur cette question de principe et renvoie sur ce point à ses contributions précédentes. Le bilan d'impact publié par l'ARCEP tend cependant à confirmer les craintes de SFR sur l'effet des choix de régulation retenus.

1. La comparaison européenne reste un élément majeur d'appréciation que l'ARCEP doit prendre en compte

L'article D.311 du code des postes et communications électroniques prévoit que l'ARCEP « peut également prendre en compte les prix en vigueur sur les marchés comparables en France ou à l'étranger ».

Par ailleurs, la Recommandation européenne du 7 mai 2009 vise à harmoniser la régulation tarifaire des terminaisons d'appel entre les différents Etats Membres.

La mise en œuvre d'une régulation sur la base du « coût incrémental » doit en conséquence se faire dans le souci d'une harmonisation européenne, sans que la France, qui part d'un niveau plus bas, ne soit ni en avance ni en retard par rapport aux autres pays européens.

2. La définition des marchés et la puissance des opérateurs sur ces marchés relèvent d'une construction théorique « ad hoc »

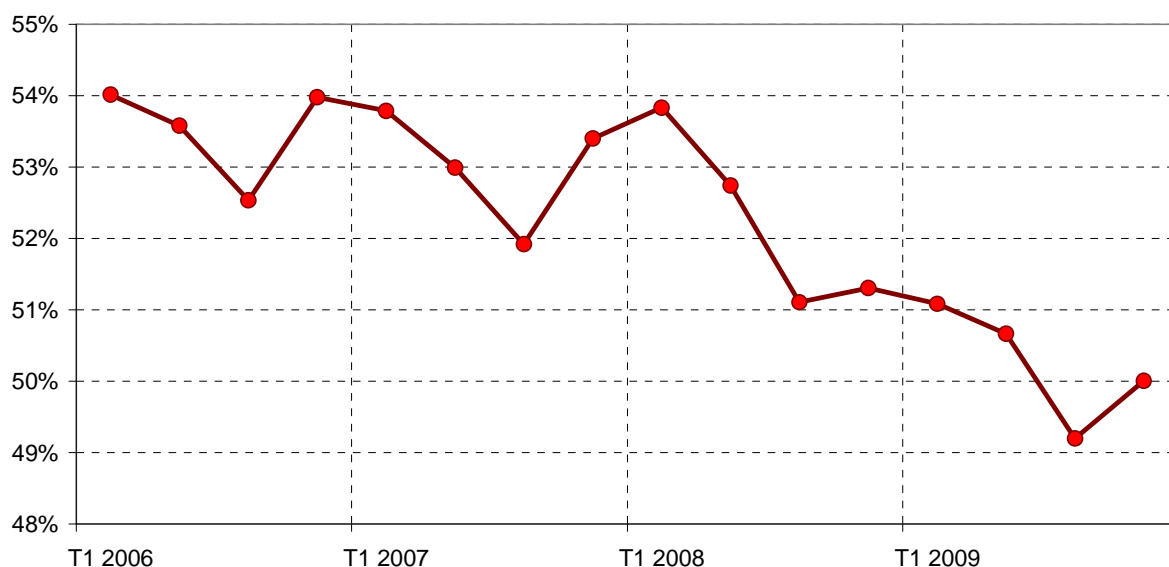
Même si la définition des marchés de terminaison d'appel mobile et la puissance de chaque opérateur sur ces marchés sont aujourd'hui communément « admises » en Europe, il s'agit de situations de monopoles ex-post qui résultent d'une concurrence ex-ante sur le marché de détail. En conséquence, on ne peut raisonner sur ce marché comme s'il s'agissait d'un monopole « classique ».

3. Les prétendus problèmes concurrentiels sur les marchés de terminaison d'appel

L'Autorité fait part de deux préoccupations en soutien de son analyse de marché : les offres d'abondance de type « on-net » et la convergence « fixe-mobile ».

- **Concernant les offres d'abondance « on-net »**, on constate depuis de nombreuses années une baisse tendancielle de la part des appels on-net dans le volume total des appels sortants.

Evolution de la part "on-net" dans les volumes sortants mobiles



Source : Observatoire de l'ARCEP



- **S'agissant de la convergence « fixe-mobile »**, elle reste encore largement hypothétique et n'affectera pas sensiblement le marché à l'horizon de l'analyse de marché.

4. L'analyse des impacts de la régulation devrait inciter l'ARCEP à limiter les prochaines baisses des plafonds tarifaires de terminaison d'appel mobile

Selon le principe du « waterbed effect » ou « l'effet de vases communicants », si l'on baisse ses revenus de terminaison d'appel, l'opérateur devra, pour compenser, augmenter ses revenus de détail. La question du « waterbed effect » est donc capitale en matière de régulation puisqu'il s'agit de savoir quel sera l'impact de la régulation du marché de gros sur les prix des clients finaux du marché de détail.

Lors des précédents cycles d'analyse, l'ARCEP n'a pas souhaité se prononcer sur l'application du « waterbed effect » au cas du marché de détail mobile en France, émettant même plutôt des doutes sur son existence.

Pourtant, il y a un très large consensus des économistes et de la plupart des régulateurs sur l'existence du « waterbed effect » (voir en particulier nos contributions précédentes).

L'Autorité elle-même reconnaît l'existence de cet effet quand elle ré-affirme aujourd'hui, citant sa décision n°2008-1176, qu'il « n'y a [...] pas de risque de non recouvrement de l'ensemble des coûts encourus ». L'Autorité reprend les termes mêmes de cette décision, précisant qu'elle « définit [...], à travers les plafonds tarifaires, la part maximum des coûts joints qu'un opérateur peut recouvrer à travers la tarification de la terminaison d'appel voix, prestation commercialisée en monopole, le reste des coûts pouvant être recouvré sur l'ensemble des autres prestations (de détail notamment) qu'il offre [...] ».¹

Dans cette décision n°2008-1176, l'ARCEP allait même jusqu'à préciser qu'« à l'extrême, du fait des spécificités de la terminaison d'appel mobile [...], si un tarif de terminaison d'appel nul devait être imposé, les opérateurs pourraient toujours recouvrer l'ensemble des coûts encourus par les tarifs pratiqués sur les marchés de détail. »

L'impact sur le parc de clients « prépayés »

S'agissant du cas particulier des prépayés, SFR a déjà apporté des éléments concordants, tirés soit de données SFR soit de données publiques, montrant un lien direct entre les revenus nets d'interconnexion² (et donc les niveaux tarifaires de terminaison d'appel mobile) et les niveaux de prix de détail de ces clients. SFR renvoie donc à ses contributions précédentes sur ce sujet.

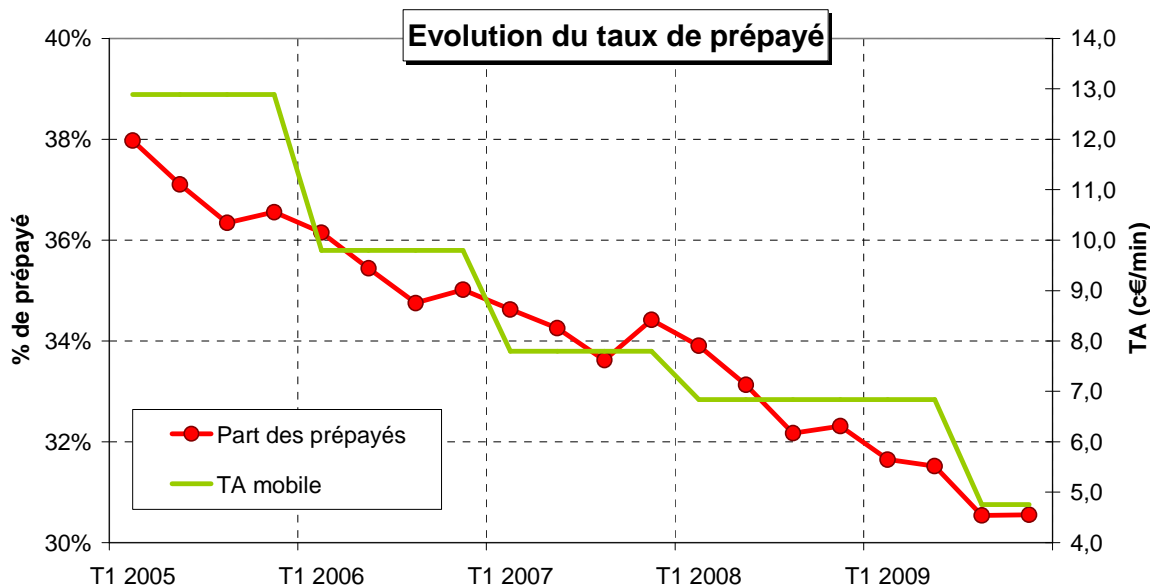
Les dernières données publiées par l'ARCEP confirment d'ailleurs la baisse du taux de pénétration des prépayés, baisse corrélative aux baisses tarifaires de terminaisons d'appel mobile : d'après la publication du Suivi des Marchés Mobiles de T1 2010, le parc de prépayés a diminué de plus de 600 000 clients en métropole sur le 1^{er} trimestre de l'année 2010.

Cette conclusion rejoint celles de toutes les études réalisées au niveau européen.

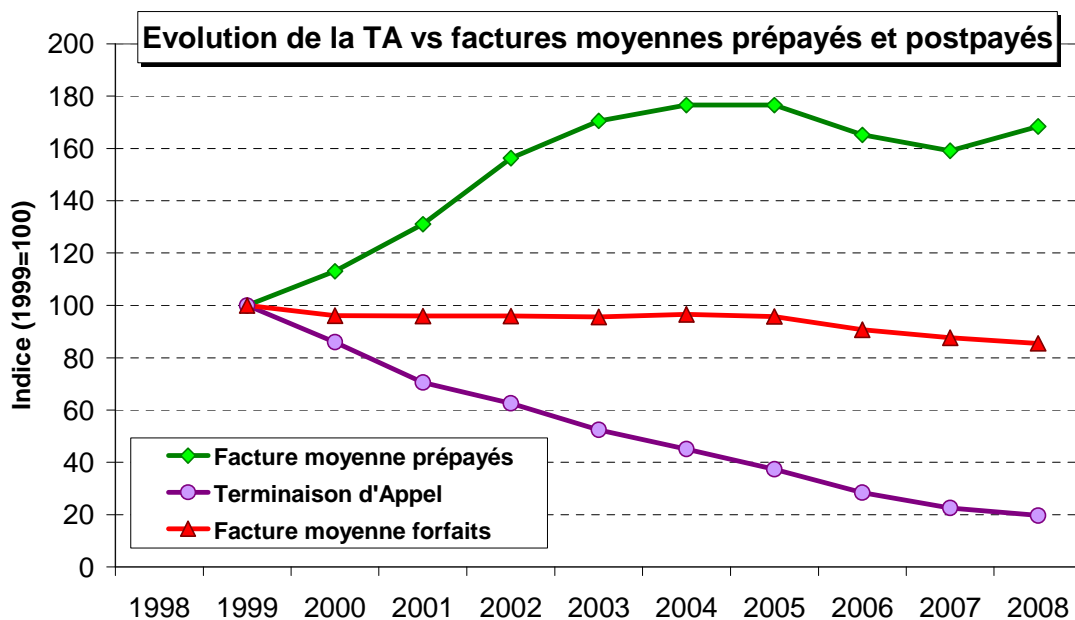
¹ Voir le document soumis à consultation publique, page 43

² Cette analyse est faite sur la base des seuls flux « off-net »

Par ailleurs, même si cette approche est moins rigoureuse que celle des études précédemment citées, l'analyse des données de l'Observatoire des Marchés montre bien que la facture moyenne des clients prépayés a augmenté à mesure que les tarifs de terminaisons d'appel mobile baissaient³.



Source : ARCEP - Observatoire des marchés & Suivi des Indicateurs Mobiles



Source : ARCEP - Observatoire annuel des marchés - Insee

³ Avec un ralentissement voire une baisse entre 2005 et 2006, lié à la sortie du « bill & keep » mobile.



5. L'ARCEP doit mettre fin dès le 1er janvier 2011 à l'asymétrie tarifaire dont a bénéficié Bouygues Telecom

Dans son arrêt du 24 juillet 2009, le Conseil d'Etat considérait que « pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, et suivant les hypothèses de trafic les plus vraisemblables, le montant de l'asymétrie consentie à Bouygues Telecom est susceptible d'aboutir à une compensation partielle du déséquilibre qu'elle a pour objet d'atténuer. »

Les données réelles de trafic aujourd'hui disponibles du 1^{er} juillet 2009 au 30 avril 2010 appliquées aux « pièces du dossier et de l'audience d'instruction » qui avaient convaincu le Conseil d'Etat du caractère disproportionné de l'asymétrie décidée par l'ARCEP pour le 2nd semestre 2010, confirment au contraire que l'asymétrie tarifaire accordée à Bouygues Telecom a conduit à lui faire bénéficier, sur l'ensemble de la période d'une année, d'un transfert financier supérieur au déficit qu'elle avait pour objet d'atténuer.

Une situation qui est très éloignée de la « compensation partielle » imposée par le Conseil d'Etat pour éviter de conduire à une asymétrie disproportionnée !

L'asymétrie tarifaire accordée par l'ARCEP à Bouygues Telecom sur la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 révèle finalement un transfert financier de [SDA] qui est donc largement supérieur au « déficit subi » par Bouygues Telecom de l'ordre de [SDA] correspondant à une compensation totale, comme le montre le tableau suivant :

Coût incrémental évalué à 1,23 c€/min Paramètres : TA SFR/OF 4,5 c€/min - TA ByT 6 c€/min	Observé (juillet-09 à décembre-09)						Réalisé 2009-S2	Estimé 2010-S1	S2 2009 à S1 2010
	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09			
Déséquilibre de trafic subi par Bouygues (Mmin) (réel SFR + estimé Orange)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Ecart coût incrémental/tarif de TA (c€/min)	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27
Flux financier créant un "déséquilibre concurrentiel" au détriment de Bouygues (M€)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Volume de trafic entrant sur le réseau Bouygues sur lequel l'opérateur perçoit une asymétrie de TA (estimé)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Asymétrie permettant à Bouygues de <u>compenser totalement les flux financiers à l'origine du "déséquilibre concurrentiel"</u>	0,84	0,76	0,82	0,86	0,84	0,88	0,83	0,68	0,76
Asymétrie tarifaire résultant de la décision ARCEP	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
Compensation totale (M€)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Compensation accordée par l'ARCEP (M€)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]

Dans ces conditions, l'ARCEP doit impérativement et dès le 1^{er} janvier 2011 mettre fin à l'asymétrie tarifaire dont a bénéficié Bouygues Telecom.



6. Le contrôle tarifaire sur le 4^{ème} entrant ne devra pas lui être injustement favorable

L'ARCEP annonce d'ores et déjà que les raisonnements qui figurent dans son analyse de marché s'appliqueront également à Free Mobile, dès lors que cet opérateur fournira une prestation de terminaison d'appel⁴.

Cependant, l'ARCEP estime que « *les obligations imposées peuvent toutefois être adaptées et proportionnées à la situation de chaque opérateur.* »⁵

SFR considère pour sa part que la situation de nouvel entrant ne doit pas non plus conduire à le favoriser injustement au détriment de ses concurrents. SFR sera particulièrement vigilante au respect de l'équilibre concurrentiel dans le contrôle tarifaire que l'ARCEP exercera vis-à-vis du 4^{ème} entrant.

7. Le contrôle tarifaire de l'ARCEP doit laisser les opérateurs libres de définir leur structure tarifaire

Les plafonds tarifaires applicables aux terminaisons d'appel vocal mobile doivent laisser aux opérateurs la liberté de choisir la structure tarifaire adaptée à leur architecture de réseau, d'un point de vue technico-économique.

Le prochain contrôle tarifaire devra donc laisser aux opérateurs la possibilité de pratiquer des tarifs différenciés en fonction du point de livraison du trafic (tarif intra-zone arrière et tarif extra-zone arrière ou tarif en zone non dense et tarif en zone dense).

Dans le cadre d'une tarification aux coûts incrémentaux, les opérateurs devront notamment conserver la possibilité de refléter les différences de coûts entre les zones denses et les zones non denses dans leur structure tarifaire. En effet, les zones denses nécessitent des capacités supplémentaires par rapport aux zones non denses et peuvent ainsi présenter des coûts incrémentaux plus élevés et conduire ainsi à un tarif plus élevé qu'en zone non dense.

⁴ Voir le document soumis à consultation publique, page 9

⁵ Voir le document soumis à consultation publique, page 28